



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 75.619/4
du 22 avril 2024

advies 75.619/4
van 22 april 2024

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
des dispositions diverses en
matière de communications
électroniques'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse bepalingen
inzake elektronische
communicatie'

Le 12 février 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 avril 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 avril 2024.

*

Op 12 februari 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 april 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 april 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

CHAPITRE 3 – MODIFICATIONS DE LA LOI DU 17 JANVIER 2003 RELATIVE AU STATUT DU RÉGULATEUR DES SECTEURS DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS BELGES

Article 3

De l'accord de la déléguée de la Ministre, au 1^o, le b) sera omis.

Article 8

1. L'article 7 de l'avant-projet abroge les alinéas 3 et 4 de l'article 38 de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', qui disposent :

« Les articles 269 à 274 du Code pénal sont d'application à l'égard des officiers de police judiciaire agissant dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute entrave à l'exécution des missions des officiers de police judiciaire de l'Institut expose celui qui en est coupable à la sanction prévue à l'article 114, § 3 de la loi du 21 mars 1991 ».

Selon le commentaire de l'article,

« La présente disposition retire de l'article 38 de la loi tout ce qui touche aux actes de rébellion et d'entrave subis par des agents de l'IBPT agissant dans le cadre de leur mission pour en faire un article 38/1 distinct. En effet il sied de prévenir et de pouvoir sanctionner toute attaque, résistance avec violences ou menaces ou comportement entravant la mission de ces derniers, mais également tout acte d'outrage ou de violence commis à leur rencontre. Afin de rassembler de façon cohérente toutes les dispositions à caractère pénal, il est procédé à un regroupement de ces comportements au niveau de l'article 38/1 de la loi du 17 janvier 2003 ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

2. L'article 8 insère, dans la loi du 17 janvier 2003, un article 38/1, qui dispose :

« Les articles 269 à 274 du Code pénal sont d'application pour des actes de rébellion commis à l'encontre des agents de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions.

L'article 276 du code pénal est d'application pour des actes d'outrage ou de violences commis à l'encontre des agents de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions.

Tout comportement ayant pour but ou pour effet d'entraver l'exécution des missions des agents de l'Institut expose celui qui en est coupable à une amende de vingt-six euros à mille euros ».

Le commentaire de l'article énonce :

« Le nouvel article 38/1 de la loi du 17 janvier 2003 a pour objectif de prévenir et de pouvoir sanctionner tout comportement répréhensible, actif ou passif, subi par les agents de l'IBPT dans le cadre de leur mission. Il peut s'agir d'attaques, ou de résistance avec violences ou menaces, mais également d'outrage ou de violence ou encore d'un comportement entravant la mission de ces derniers. Afin de rassembler de façon cohérente toutes les dispositions à caractère pénal, il est procédé à un regroupement de ces comportements ».

3. Alors que l'article 38, alinéas 3 et 4, de la loi du 17 janvier 2003 ne rendait applicables les articles 269 à 274 du Code pénal qu'« à l'égard des officiers de police judiciaire agissant dans l'exercice de leurs fonctions » et ne visait qu'une « entrave à l'exécution des missions des officiers de police judiciaire de l'Institut », le régime prévu par l'article 38/1 en projet vise plus généralement les « agents de l'Institut agissant dans l'exercice de leurs fonctions ».

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'application des dispositions pénales mentionnées dans l'article 38/1 en projet, sanctionnant notamment les actes de rébellion ¹, doit être étendue à l'égard de tous les agents de l'Institut et n'est pas limitée, comme le prévoit le texte en vigueur de l'article 38, alinéas 3 et 4, aux officiers de police judiciaire de l'Institut, visés à l'article 24 de la loi du 17 janvier 2003 ².

¹ L'article 269 du Code pénal dispose : « Est qualifiée rébellion, toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, les dépositaires ou agents de la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements ».

² Cet article dispose : « § 1^{er}. Sur proposition de l'Institut, le Roi peut conférer la qualité d'officier de police judiciaire aux membres statutaires du personnel de l'Institut qu'Il charge de la constatation :

1° des faits érigés en infraction pénale par une des dispositions visées à l'article 14, § 1^{er}, 3° ;

2° des infractions au Code pénal et aux lois spéciales lorsque les infractions sont commises au moyen d'équipements, de réseaux ou services de communications électroniques ou de radiocommunications au sens de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

§ 2. Le Roi désigne, parmi les officiers de police judiciaire de l'Institut visés au paragraphe 1^{er}, ceux qui sont chargés du contrôle des demandes visées à l'article 25/1, §§ 1^{er} et 3.

Sans préjudice de l'article 25, § 5, les officiers de police judiciaire de l'Institut désignés par le Roi en vertu de l'alinéa 1^{er}, exécutent leur mission en toute indépendance. Ils ne peuvent être soumis à aucun lien de subordination à l'égard des autres officiers de police judiciaire de l'Institut ».

Le commentaire des articles sera complété à ce sujet et le dispositif sera, le cas échéant, revu à la lumière de l'observation qui précède.

Article 9

1. L'article 38/2, alinéa 1^{er}, en projet dispose :

« L'officier de police judiciaire de l'Institut qui procède, au moyen d'une identité fictive, à une prise d'échantillons en vertu de l'article 25, § 2, ne commet pas d'infraction pénale, pour autant que le recours à cette identité fictive s'avère nécessaire afin de garantir l'effectivité de son contrôle ».

Selon le commentaire de l'article,

« Le nouvel article 38/2 fixe les conditions dans lesquelles certains comportements normalement punissables pénalement ne peuvent être qualifiés d'infractions dans le contexte du recours à la pratique du 'mystery shopping' lors de la prise d'échantillons en exécution de l'article 25, § 2, de la loi du 17 janvier 2003.

En effet, la pratique du mystery shopping peut nécessiter la commission de certaines infractions pénales. Dès lors, il peut être admis qu'en cas de stricte nécessité, les officiers de police judiciaire se retrouvent contraints, afin d'assurer l'effectivité de leur contrôle, de commettre certains faits qui seraient qualifiés d'infraction en dehors de ce contexte spécifique.

Tel est le cas, notamment, de l'usurpation de nom, sanctionné par l'article 231 du Code pénal.

Tel peut également être le cas, par exemple, de la réalisation d'un faux en écriture, d'un faux informatique, ou encore de l'importation de produits interdits sur le marché.

Cette solution s'inspire des règles en matière de mystery shopping dans la législation anti-discrimination en matière de droit du travail (article 42/1 du Code pénal social) ».

2. L'article 38/2, alinéa 1^{er}, en projet prévoit que l'officier de police judiciaire qui procède, au moyen d'une identité fictive, à une prise d'échantillons en vertu de l'article 25, § 2, en projet, tel que modifié par l'article 5 de l'avant-projet, « ne commet pas d'infraction pénale, pour autant que le recours à cette identité fictive s'avère nécessaire afin de garantir l'effectivité de son contrôle ».

Ainsi formulée, cette disposition semble n'exonérer l'officier de police judiciaire qui utilise une identité fictive dans le cadre de l'article 25, § 2, de la commission d'une infraction que pour « le recours à une identité fictive », lorsque celui-ci « s'avère nécessaire afin de garantir l'effectivité de son contrôle », alors que le commentaire de l'article semble viser la commission potentielle d'autres infractions que l'usurpation de nom, dans le cadre du recours à une identité fictive, dans les conditions prévues par l'article 25, § 2.

L'auteur de l'avant-projet est invité à préciser le dispositif en fonction de son intention.

3. Par ailleurs, cette disposition ayant pour effet d'écarter l'application de dispositions pénales, elle doit être limitée à ce qui est absolument nécessaire et strictement proportionné à l'objectif poursuivi. Il est renvoyé à cet égard à la formulation de l'article 42/1, § 3, du Code pénal social³, dont l'auteur de l'avant-projet indique s'inspirer. Cette disposition, qui concerne les pouvoirs des inspecteurs sociaux en matière de discrimination, vise « des faits punissables absolument nécessaires » et qui, en outre, « doivent être nécessairement proportionnels à l'objectif visé »⁴.

Le dispositif sera complété à la lumière de cette observation.

CHAPITRE 4 – MODIFICATIONS DE LA LOI DU 13 JUIN 2005 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Article 15

Selon le commentaire de l'article, la modification de l'article 107 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', prévue au 2°, a pour objet de

« permettre au Roi d'imposer des obligations proportionnées en fonction de différences objectives entre catégories d'opérateurs. Une telle différenciation apparaît justifiée dans certains cas, tels qu'en ce qui concerne la mise en place d'une interconnexion entre opérateurs, en tant qu'élément d'un système de redondance pour les appels d'urgence. En effet, imposer une telle mesure à tout type d'opérateurs ne semble pas constituer une mesure proportionnée, compte tenu du coût de cette mesure qui doit être considéré au regard du volume d'appels concerné ».

Le texte en projet gagnerait à préciser les critères à prendre en considération par le Roi pour imposer des obligations à certaines catégories d'opérateurs seulement.

La disposition sera complétée en conséquence.

Article 21

L'article 21 comporte manifestement des erreurs de rédaction et des renvois à des dispositions inexistantes.

³ Cet article dispose : « Ne commettent pas d'infraction, les inspecteurs sociaux qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci ou afin de garantir leur propre sécurité, commettent des faits punissables absolument nécessaires avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi.

Ces faits punissables doivent être nécessairement proportionnels à l'objectif visé.

Le magistrat qui autorise un inspecteur social à commettre des faits punissables dans le cadre de l'exécution des pouvoirs particuliers en matière de discrimination visés au paragraphe 1^{er}, ne commet pas d'infraction ».

⁴ En outre, l'article 42/1, §§ 3 et 4, prévoit l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi en ce qui concerne « les faits punissables absolument nécessaires ».

De l'accord de la déléguée de la Ministre, il sera rédigé comme suit :

« Art. 21

Art. 21

À l'article 22 de l'annexe 1 de la même loi, modifié en dernier par la loi du 30 août 2023, les modifications suivantes sont apportées :

In artikel 22 van bijlage 1 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 augustus 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° au paragraphe 2, alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° in paragraaf 2, vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) les mots 'ou de gestion' sont insérés entre les mots 'critères d'octroi' et les mots 'du tarif social' ;

a) de woorden 'of het beheer' worden ingevoegd tussen de woorden 'toekenningscriteria' en de woorden 'van het sociaal tarief';

b) l'alinéa est complété par les mots 'ou à des fins d'information des citoyens concernés' ;

b) het lid wordt aangevuld met de woorden 'of om de betrokken burgers te informeren';

2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) dans l'alinéa 1^{er}, dans la phrase introductive, les mots 'et de la bonne information des citoyens concernés,' sont insérés entre les mots '22 et 38' et les mots 'l'Institut a' ;

a) in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden 'en op het correct informeren van de betrokken burgers,' ingevoegd tussen de woorden '22 en 38' en de woorden 'heeft het Instituut';

b) dans l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot 'uniquement' est abrogé et les mots 'de l'information des citoyens concernés et' sont insérés entre les mots 'dans le cadre' et les mots 'du maintien et du contrôle' ;

b) in het eerste lid, 2°, wordt het woord 'enkel' opgeheven en worden de woorden 'het informeren van de betrokken burgers,' ingevoegd tussen de woorden 'in het kader van' en de woorden 'het behoud en van de controle';

c) dans l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot 'uniquement' est abrogé et la disposition est complétée par les mots 'ainsi que pour mener des actions d'information auprès des citoyens concernés';

c) in het eerste lid, 4°, wordt het woord 'enkel' opgeheven en wordt de bepaling aangevuld met de woorden 'alsook voor het organiseren van informatiecampagnes gericht op de betrokken burgers';

d) dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

d) in het tweede lid wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

'2° informer les personnes concernées et/ou répondre à leurs questions ;'.

'2° informeren van de betrokken personen en/of antwoorden op hun vragen;' ».

Moyennant cette rédaction, l'article 21 n'appelle pas d'observation.

Article 22

L'article 22 comporte manifestement des erreurs de rédaction et des renvois à des dispositions inexistantes.

De l'accord de la déléguée de la Ministre, il sera rédigé comme suit :

« Art. 22

Art. 22

À l'article 22/3 de l'annexe 1 de la même loi, inséré par la loi du 30 août 2023, les modifications suivantes sont apportées :

In artikel 22/3 van bijlage 1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 augustus 2023, worden de volgende wijziging aangebracht:

1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) dans l'alinéa 1^{er}, dans la phrase introductive, les mots 'et de la bonne information des citoyens concernés' sont insérés entre les mots '§ 1^{er}' et les mots 'le SPF Économie a' ;

a) in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden 'en om de betrokken burgers correct te informeren' ingevoegd tussen de woorden '§ 1, mogelijk te maken' en de woorden 'heeft de FOD Economie';

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot 'uniquement' est abrogé et les mots 'de l'information des citoyens concernés et de' sont insérés entre les mots 'dans le cadre' et les mots 'l'octroi et du contrôle du tarif social' ;

b) in het eerste lid, 2°, wordt het woord 'enkel' opgeheven en worden de woorden 'het informeren van de betrokken burgers,' ingevoegd tussen de woorden 'in het kader van' en de woorden 'de toekenning en de controle van het sociaal tarief';

c) dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots 'ainsi que pour mener des actions d'information auprès des citoyens concernés' sont insérés après les mots 'tarif social' ;

c) in het eerste lid, 4°, worden de woorden 'alsook om informatiecampagnes te organiseren die gericht zijn op de betrokken burgers' ingevoegd na de woorden 'sociaal tarief';

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

2° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

'2° informer les personnes concernées et/ou répondre à leurs questions ;' ;

'2° informeren van de betrokken personen en/of antwoorden op hun vragen;';

3° le paragraphe 9 est complété par les phrases suivantes :

3° paragraaf 9 wordt aangevuld met de volgende zinnen:

'L'hyperlien vers le site informant le consommateur sur son éligibilité au tarif social sera mis sur chaque facture d'un abonné ayant un plan tarifaire destiné aux consommateurs. Ceci peut se faire par l'opérateur dans le cadre visé à l'article 110, § 4, 1°, de la loi.' ;

'Op elke factuur van een abonnee met een tariefplan bestemd voor consumenten moet een hyperlink staan van de website waar de consument informatie kan vinden om te weten of hij in aanmerking komt voor het sociaal tarief. De verwijzing kan door de operator worden toegevoegd in het kader bedoeld in artikel 110, § 4, 1°, van de wet.';

4° l'article est complété par le paragraphe 11 rédigé comme suit :

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 11, luidende:

'§ 11. Le SPF Économie peut mener périodiquement des actions de communication relatives au tarif social, qui peuvent notamment prendre la forme d'envoi de courriers aux citoyens concernés par le tarif social visé aux articles 22, 22/2 et 22/3, 38, et 38/1.'

'§ 11. De FOD Economie kan regelmatig communicatiecampagnes organiseren over het sociaal tarief. Die kunnen met name bestaan uit het versturen van brieven aan de burgers die in aanmerking komen voor het sociaal tarief bedoeld in artikel 22, 22/2 en 22/3, 38, en 38/1'. ».

Moyennant cette rédaction, l'article 22 n'appelle pas d'observation.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

HOOFDSTUK 3 – WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 17 JANUARI 2003 MET BETREKKING TOT HET STATUUT VAN DE REGULATOR VAN DE BELGISCHE POST- EN TELECOMMUNICATIESECTOR

Artikel 3

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat *littera b)* in punt 1° moet worden weggelaten.

Artikel 8

1. Artikel 7 van het voorontwerp strekt tot opheffing van het derde en het vierde lid van artikel 38 van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, die als volgt luiden:

“De artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de officieren van gerechtelijke politie die in de uitvoering van hun functie handelen.

Elke belemmering in de uitvoering van de opdrachten van de officieren van gerechtelijke politie van het Instituut stelt de schuldige bloot aan de sanctie van artikel 114, § 3, van de wet van 21 maart 1991.”

In de toelichting bij het artikel staat het volgende:

“Deze bepaling schrapt uit artikel 38 van de wet alles wat betrekking heeft op daden van weerspannigheid en belemmering gepleegd tegen ambtenaren van het BIPT die handelen in het kader van hun opdracht, om er een afzonderlijk artikel 38/1 van te maken. Het is inderdaad gepast elke aanval, elk verzet met geweld of bedreiging of elke gedraging die de opdracht van die laatstgenoemden belemmert, te voorkomen en te kunnen bestraffen, maar ook elke daad van smaad of geweld die tegen hen wordt gepleegd. Om alle strafrechtelijke bepalingen op coherente wijze samen te brengen, worden deze gedragingen in artikel 38/1 van de wet van 17 januari 2003 gegroepeerd.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

2. Artikel 8 voegt in de wet van 17 januari 2003 een artikel 38/1 in, dat als volgt luidt:

“De artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zijn van toepassing op daden van weerspannigheid tegen de ambtenaren van het Instituut die handelen in de uitoefening van hun functie.

Artikel 276 van het Strafwetboek is van toepassing op daden van smaad of geweld tegen de ambtenaren van het Instituut die handelen in de uitoefening van hun functie.

Elke gedraging die tot doel of gevolg heeft de uitvoering van de taken van de ambtenaren van het Instituut te belemmeren, stelt de schuldige bloot aan een geldboete van zesentwintig euro tot duizend euro.”

In de toelichting bij het artikel staat het volgende:

“Doel van het nieuwe artikel 38/1 van de wet van 17 januari 2003 is het voorkomen en kunnen bestraffen van elk, actief of passief, laakbaar gedrag dat ambtenaren van het BIPT in het kader van hun opdracht ondervinden. Dit kunnen aanvallen zijn, of verzet met geweld of bedreigingen, maar ook smaad of geweld of gedrag dat hun opdracht belemmert. Om alle strafrechtelijke bepalingen op een coherente manier te bundelen, wordt die gedragingen gegroepeerd.”

3. Terwijl artikel 38, derde en vierde lid, van de wet van 17 januari 2003 de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek alleen toepasselijk maakte “op de officieren van gerechtelijke politie die in de uitvoering van hun functie handelen” en enkel sloeg op een “belemmering in de uitvoering van de opdrachten van de officieren van gerechtelijke politie van het Instituut”, slaat de regeling van het ontworpen artikel 38/1 meer in het algemeen op “de ambtenaren van het Instituut die handelen in de uitoefening van hun functie”.

De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom de toepassing van de strafbepalingen die het ontworpen artikel 38/1 vermeldt, en die onder meer daden van weerspannigheid bestraffen,¹ moet worden uitgebreid tot alle ambtenaren van het Instituut en niet beperkt blijft, zoals voorzien in de vigerende tekst van artikel 38, derde en vierde lid, tot officieren van gerechtelijke politie van het Instituut, bedoeld in artikel 24 van de wet van 17 januari 2003.²

¹ Artikel 269 van het Strafwetboek bepaalt het volgende: “Weerspannigheid wordt genoemd elke aanval, elk verzet met geweld of bedreiging tegen ministeriële ambtenaren, veld- of boswachters, dragers of agenten van de openbare macht, personen aangesteld om taksen en belastingen te innen, brengers van dwangbevelen, aangestelden van de douane, gerechtelijke bewaarders, officieren of agenten van de administratieve of de gerechtelijke politie, wanneer zij handelen ter uitvoering van de wetten, van de bevelen of de beschikkingen van het openbaar gezag, van rechterlijke bevelen of van vonnissen.”

² Dat artikel luidt als volgt: “§ 1. Op voorstel van het Instituut kan de Koning de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie toekennen aan de statutaire personeelsleden van het Instituut die Hij belast met de vaststelling: 1° van de feiten die als strafrechtelijke inbreuken zijn ingevoerd door een van de bepalingen bedoeld in artikel 14, § 1, 3°;

2° van de inbreuken op het Strafwetboek en op de bijzondere wetten wanneer de inbreuken worden gepleegd door middel van apparatuur, netwerken of diensten van elektronische communicatie of radiocommunicatie in de zin van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 2. De Koning wijst onder de in paragraaf 1 bedoelde officieren van gerechtelijke politie van het Instituut diegenen aan die belast worden met de controle van de in artikel 25/1, §§ 1 en 3, beoogde verzoeken.

Onverminderd artikel 25, § 5, voeren de officieren van gerechtelijke politie van het Instituut die krachtens het eerste lid door de Koning aangesteld zijn, hun opdracht volledig onafhankelijk uit. Zij mogen niet worden onderworpen aan een ondergeschikt verband ten opzichte van de andere officieren van gerechtelijke politie van het Instituut.”

De artikelsgewijze toelichting moet in dat verband worden aangevuld. In voorkomend geval moet het dispositief worden herzien in het licht van de voorgaande opmerking.

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 38/2, eerste lid, bepaalt het volgende:

“De officier van gerechtelijke politie van het Instituut die door middel van een fictieve identiteit een monster neemt overeenkomstig artikel 25, § 2, pleegt geen strafrechtelijke inbreuk, voor zover het gebruik van deze fictieve identiteit noodzakelijk blijkt om de doeltreffendheid van zijn controle te waarborgen.”

In de toelichting bij het artikel staat het volgende:

“In het nieuwe artikel 38/2 worden de voorwaarden vastgesteld waaronder bepaalde gedragingen die normaliter strafbaar zijn, niet als inbreuken kunnen worden aangemerkt in het kader van het gebruik van ‘mystery shopping’ bij het nemen van monsters in uitvoering van artikel 25, § 2, van de wet van 17 januari 2003.

De praktijk van mystery shopping kan immers het plegen van bepaalde strafbare feiten vereisen. Daarom kan worden toegegeven dat, in geval van strikte noodzaak, de officieren van gerechtelijke politie gedwongen worden om, teneinde de doeltreffendheid van hun controle te waarborgen, bepaalde feiten te begaan die buiten deze specifieke context als inbreuken zouden worden aangemerkt.

Dit is het geval met name bij het misbruik van een naam, dat strafbaar is gesteld door artikel 231 van het Strafwetboek.

Dit kan bijvoorbeeld ook het geval zijn bij het plegen van valsheid in geschrifte, valsheid in informatica of de invoer van producten die verboden zijn op de markt.

Deze oplossing is ontleend aan de regels inzake mystery shopping in de antidiscriminatiewetgeving betreffende het arbeidsrecht (artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek).”

2. Het ontworpen artikel 38/2, eerste lid, bepaalt dat de officier van gerechtelijke politie die door middel van een fictieve identiteit een monster neemt overeenkomstig het ontworpen artikel 25, § 2, zoals gewijzigd bij artikel 5 van het voorontwerp, “geen strafrechtelijke inbreuk [pleegt], voor zover het gebruik van deze fictieve identiteit noodzakelijk blijkt om de doeltreffendheid van zijn controle te waarborgen”.

Zo geformuleerd lijkt die bepaling in te houden dat een officier van gerechtelijke politie die een fictieve identiteit gebruikt in het kader van artikel 25, § 2, geen overtreding wegens het gebruik “van een fictieve identiteit” begaat wanneer dat gebruik “noodzakelijk blijkt om de doeltreffendheid van zijn controle te waarborgen”. In de toelichting bij het artikel lijken echter nog andere mogelijke overtredingen te worden bedoeld dan misbruik van een naam in het kader van het gebruik van een fictieve identiteit onder de voorwaarden bepaald in artikel 25, § 2.

De steller van het voorontwerp wordt verzocht het dispositief in functie van zijn bedoeling te verduidelijken.

3. Aangezien die bepaling tot gevolg heeft dat geen strafbepalingen worden toegepast, moet ze voorts worden beperkt tot wat absoluut noodzakelijk is voor en strikt evenredig is met het nagestreefde doel. In dat verband wordt verwezen naar de formulering van artikel 42/1, § 3, van het Sociaal Strafwetboek,³ waar de steller van het voorontwerp zich naar eigen zeggen op baseert. Die bepaling, die betrekking heeft op de bevoegdheden van de sociaal inspecteurs inzake discriminatie, slaat op “strikt noodzakelijke strafbare feiten” die bovendien “noodzakelijkerwijs evenredig [moeten] zijn met het nagestreefde doel”.⁴

Het dispositief moet worden aangevuld in het licht van deze opmerking.

HOOFDSTUK 4 – WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 13 [JUNI] 2005 BETREFFENDE DE ELEKTRONISCHE COMMUNICATIE

Artikel 15

De wijziging die punt 2° aanbrengt in artikel 107 van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’, houdt volgens de toelichting bij het artikel in dat

“de Koning evenredige verplichtingen kan opleggen naargelang van objectieve verschillen tussen categorieën van operatoren. Een dergelijke differentiatie lijkt gerechtvaardigd in bepaalde gevallen zoals wat betreft het invoeren van interconnectie tussen operatoren, als onderdeel van een redundantsysteem voor noodoproepen. Een dergelijke maatregel opleggen aan gelijk welke type van operator lijkt inderdaad geen evenredige maatregel, rekening houdend met de kosten van deze maatregel die moeten beschouwd worden in het licht van het volume oproepen in kwestie.”

Het verdient aanbeveling in de ontworpen tekst te preciseren welke criteria de Koning moet hanteren om aan slechts bepaalde categorieën van operatoren verplichtingen op te leggen.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 21

Artikel 21 bevat klaarblijkelijk redactiefouten en verwijzingen naar onbestaande bepalingen.

³ Dat artikel luidt als volgt: “Plegen geen strafbaar feit, de sociaal inspecteurs die, in het kader van hun opdracht en met het oog op het welslagen ervan of ter verzekering van hun eigen veiligheid, strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen met het uitdrukkelijk en voorafgaand akkoord van de arbeidsauditeur of de procureur des Konings. Die strafbare feiten moeten noodzakelijkerwijs evenredig zijn met het nagestreefde doel. Pleegt geen strafbaar feit de magistraat die machtiging verleent aan een sociaal inspecteur tot het plegen van strafbare feiten in het kader van de uitoefening van de bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie zoals bedoeld in paragraaf 1.”

⁴ Bovendien bepaalt artikel 42/1, § 3 en § 4, dat de arbeidsauditeur of de procureur des Konings er voorafgaandelijk en uitdrukkelijk mee instemt dat “strikt noodzakelijke strafbare feiten” worden gepleegd.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het moet worden gesteld als volgt:

“Art. 21

Art. 21

À l'article 22 de l'annexe 1 de la même loi, modifié en dernier par la loi du 30 août 2023, les modifications suivantes sont apportées :

In artikel 22 van bijlage 1 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 augustus 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° au paragraphe 2, alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° in paragraaf 2, vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) les mots ‘ou de gestion’ sont insérés entre les mots ‘critères d’octroi’ et les mots ‘du tarif social’ ;

a) de woorden ‘of het beheer’ worden ingevoegd tussen de woorden ‘toekenningscriteria’ en de woorden ‘van het sociaal tarief’;

b) l’alinéa est complété par les mots ‘ou à des fins d’information des citoyens concernés’ ;

b) het lid wordt aangevuld met de woorden ‘of om de betrokken burgers te informeren’;

2° au paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

2° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) dans l’alinéa 1^{er}, dans la phrase introductive, les mots ‘, et de la bonne information des citoyens concernés,’ sont insérés entre les mots ‘22 et 38’ et les mots ‘l’Institut a’ ;

a) in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden ‘, en op het correct informeren van de betrokken burgers,’ ingevoegd tussen de woorden ‘22 en 38’ en de woorden ‘heeft het Instituut’;

b) dans l’alinéa 1^{er}, 2°, le mot ‘uniquement’ est abrogé et les mots ‘de l’information des citoyens concernés et’ sont insérés entre les mots ‘dans le cadre’ et les mots ‘du maintien et du contrôle’ ;

b) in het eerste lid, 2°, wordt het woord ‘enkel’ opgeheven en worden de woorden ‘het informeren van de betrokken burgers,’ ingevoegd tussen de woorden ‘in het kader

van' en de woorden 'het behoud en van de controle';

c) dans l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot 'uniquement' est abrogé et la disposition est complétée par les mots ' , ainsi que pour mener des actions d'information auprès des citoyens concernés';

c) in het eerste lid, 4°, wordt het woord 'enkel' opgeheven en wordt de bepaling aangevuld met de woorden ' , alsook voor het organiseren van informatiecampagnes gericht op de betrokken burgers';

d) dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

d) in het tweede lid wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

'2° informer les personnes concernées et/ou répondre à leurs questions ;'.

'2° informeren van de betrokken personen en/of antwoorden op hun vragen;''.

Indien artikel 21 op die manier wordt geredigeerd, hoeven er geen opmerkingen over te worden gemaakt.

Artikel 22

Artikel 22 bevat klaarblijkelijk redactiefouten en verwijzingen naar onbestaande bepalingen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het moet worden gesteld als volgt:

"Art. 22

Art. 22

À l'article 22/3 de l'annexe 1 de la même loi, inséré par la loi du 30 août 2023, les modifications suivantes sont apportées :

In artikel 22/3 van bijlage 1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 augustus 2023, worden de volgende wijziging aangebracht:

1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) dans l'alinéa 1^{er}, dans la phrase introductive, les mots 'et de la bonne information des citoyens concernés' sont insérés entre les mots '§ 1^{er}' et les mots 'le SPF Économie a' ;

a) in het eerste lid worden in de inleidende zin de woorden 'en om de betrokken burgers correct te informeren' ingevoegd tussen de woorden '§ 1, mogelijk te maken' en de woorden 'heeft de FOD Economie';

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot 'uniquement' est abrogé et les mots 'de l'information des citoyens concernés et de' sont insérés entre les mots 'dans le cadre' et les mots 'l'octroi et du contrôle du tarif social' ;

b) in het eerste lid, 2°, wordt het woord 'enkel' opgeheven en worden de woorden 'het informeren van de betrokken burgers,' ingevoegd tussen de woorden 'in het kader van' en de woorden 'de toekenning en de controle van het sociaal tarief';

c) dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots 'ainsi que pour mener des actions d'information auprès des citoyens concernés' sont insérés après les mots 'tarif social' ;

c) in het eerste lid, 4°, worden de woorden 'alsook om informatiecampagnes te organiseren die gericht zijn op de betrokken burgers' ingevoegd na de woorden 'sociaal tarief';

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le 2° est remplacé par ce qui suit :

2° in paragraaf 3, eerste lid, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt:

'2° informer les personnes concernées et/ou répondre à leurs questions ;' ;

'2° informeren van de betrokken personen en/of antwoorden op hun vragen;';

3° le paragraphe 9 est complété par les phrases suivantes :

3° paragraaf 9 wordt aangevuld met de volgende zinnen:

‘L’hyperlien vers le site informant le consommateur sur son éligibilité au tarif social sera mis sur chaque facture d’un abonné ayant un plan tarifaire destiné aux consommateurs. Ceci peut se faire par l’opérateur dans le cadre visé à l’article 110, § 4, 1°, de la loi.’ ;

‘Op elke factuur van een abonnee met een tariefplan bestemd voor consumenten moet een hyperlink staan van de website waar de consument informatie kan vinden om te weten of hij in aanmerking komt voor het sociaal tarief. De verwijzing kan door de operator worden toegevoegd in het kader bedoeld in artikel 110, § 4, 1°, van de wet.’;

4° l’article est complété par le paragraphe 11 rédigé comme suit :

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 11, luidende:

‘§ 11. Le SPF Économie peut mener périodiquement des actions de communication relatives au tarif social, qui peuvent notamment prendre la forme d’envoi de courriers aux citoyens concernés par le tarif social visé aux articles 22, 22/2 et 22/3, 38, et 38/1.’

‘§ 11. De FOD Economie kan regelmatig communicatiecampagnes organiseren over het sociaal tarief. Die kunnen met name bestaan uit het versturen van brieven aan de burgers die in aanmerking komen voor het sociaal tarief bedoeld in artikel 22, 22/2 en 22/3, 38, en 38/1.’.

Indien artikel 22 op die manier wordt geredigeerd, hoeven er geen opmerkingen over te worden gemaakt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO